



COOPÉR·ACTION

No 26 - DÉCEMBRE 2010 | PRIX CHF 4.- | ABONNEMENT ANNUEL DE SOUTIEN CHF 20.-



E-CHANGER | Rue Saint-Pierre 10 | CH-1700 Fribourg | tél. 026 422 12 40 | www.e-changer.ch | CCP 17-7786-4

EDITO

2011, UNE ANNÉE PLEINE DE CONFIANCE ET D'ENGAGEMENT PLUS INTENSE

Cela fait 7 ans que, sous différentes casquettes, j'accompagne le travail d'E-CHANGER. Au début, j'étais une «future» volontaire et suivais les stages de formation ainsi que les week-ends du groupe régional de Fribourg. La formation m'a énormément appris et, en y participant, je me sentais déjà membre à part entière du mouvement. J'ai ensuite passé presque deux ans au Brésil, comme volontaire auprès d'un mouvement de femmes paysannes, le MMC (Movimento de Mulheres Camponesas). Malgré un contexte local exigeant et conflictuel, j'ai toujours reçu le soutien inconditionnel d'E-CH.

C'est en entrant dans le comité, à mon retour en Suisse, que j'ai pu, à mon tour, commencer à redonner une part de ce que j'avais reçu de ce mouvement extraordinaire de solidarité et d'échange.

Aujourd'hui, je suis très fière que, grâce au travail assidu, sérieux et professionnel de l'équipe d'E-CH et d'un grand nombre de bénévoles, le mouvement ait obtenu de grands succès et consolidé sa position auprès de ses partenaires. Suite à une évaluation externe, la Direction du Développement et de la Coopération (DDC) nous a confirmé sa confiance et a ratifié le programme institutionnel 2011-2012. En outre, et c'est un autre succès récent, E-CH a obtenu le label EDUQUA. Elle devient ainsi la première organisation suisse de coopération par l'échange de personnes à obtenir cette certification largement reconnue.

Ce sont là des réalisations remarquables qui nous emplissent de satisfaction. Mais gardons-nous d'oublier que la Suisse de demain, celle de 2011 et au-delà, exige de nous plus de cohérence et d'engagement que jamais. Cela dans un environnement européen chaque jour plus autocentré, un mépris grandissant, en Suisse, à l'égard de ce que nous considérons comme étranger à notre culture, une économie aliénante pronant une croissance absurde et agressive face à une nature aux ressources limitées.

La Suisse et le Nord risquent ainsi de tourner le dos au Sud, au prétexte d'une crise dont l'impact affaiblit nos privilèges. La coopération au développement se verrait alors menacée par ceux qui ne croient pas à la solidarité comme source de rapports internationaux plus équitables. Dans ce contexte, la force renouvelée de notre mouvement, les victoires de 2010, de même que les perspectives d'une alliance plus étroite avec Mission Bethléem et Inter-Agire, prennent un sens et une importance accrues. Ces avancées, tout ce chemin parcouru, ont pu être réalisés grâce à l'action des volontaires, des partenaires dans les pays du Sud, des membres, des ami-e-s, des sympathisant-e-s, des sponsors et des groupes de soutien qui ont toujours cru à un autre monde possible. Avec la conviction que la démarche d'E-CH est la plus juste pour qu'il soit possible de progresser vers ce monde nouveau.

Nous nous réjouissons de pouvoir vous souhaiter, à toutes et à tous, une bonne transition vers 2011, dans l'idée que le mouvement entrera consolidé dans cette nouvelle année. Bon engagement futur et à la santé d'une coopération véritablement humaine, juste et solidaire.

> Corinne Dobler, membre du comité

BRÉSIL

«NOUS PARIONS SUR UNE COOPÉRATION ÉMANCIPATRICE»

La coopération Nord-Sud-Nord «est une route à deux voies et non à sens unique. Tous les acteurs doivent en tirer avantage. Une main qui donne, l'autre qui reçoit, comme c'était le cas autrefois, c'est terminé». Ce n'est là qu'une des remises en cause formulées dans l'entretien que nous a accordé Djalma Costa, l'actuel co-responsable de la Coopération E-CHANGER au Brésil, fonction qu'il partage depuis un an avec une jeune spécialiste des questions de genre et de développement, Celia Alldridge.

Quelle est votre conception du programme mis en œuvre au Brésil?

Nous sommes partis des principes de base de l'éducation populaire, une pratique fortement enracinée dans des actions communautaires sur le continent latino-américain. Notamment de l'idée que ni le développement ni la coopération ne peuvent être mis en œuvre du haut vers le bas ou de l'extérieur vers l'intérieur. Nous prenons comme point de départ l'expérience organisationnelle existant dans la société civile brésilienne. Mais nous ne nous contentons pas d'analyser le contexte actuel du pays pour mieux le comprendre: les organisations partenaires participent réellement, en tant qu'interlocuteurs représentatifs, à la conception et à la gestion du Programme Brésil.

À nos yeux, le dialogue doit être permanent car il s'agit de donner la parole à des acteurs sociaux qui existaient avant nous et avaient acquis une grande capacité d'action, d'expression et de proposition.



Djalma Costa

PROGRAMME CONÇU AVEC LES PARTENAIRES

«Effets», «impact», que veulent dire ces mots dans la perspective du Programme Brésil? Quels sont les aspects importants d'un point de vue conceptuel?

Le premier effet, global, est d'aider à la construction d'une société civile forte et solide, capable d'exiger les droits auxquels elle peut prétendre.

En outre, il s'agit de collaborer aux efforts d'autonomisation de la population dans une perspective de gouvernance. Cette vision «macro» se reflète dans la cohérence des relations spécifiques que nous entretenons avec nos partenaires. Nous comptons, parmi nos principaux interlocuteurs, le Mouvement Sans Terre (MST), la Centrale des Mouvements Populaires (CMP) et la Marche Mondiale des Femmes.

Nous travaillons avec eux selon deux axes thématiques: participation citoyenne et souveraineté alimentaire. Les résultats attendus sont définis avec les partenaires et ceux-ci déterminent les activités qui seront confiées aux coopérants.

En juillet dernier, s'est achevée une expérience très réussie avec l'Union des Mouvements pour le Logement (UNIÃO en portugais), qui est l'un des membres actifs de la CMP. Un couple de volontaires E-CH a travaillé au renforcement des capacités de communication de l'UNIÃO et à une meilleure qualité de son conseil technique aux organisations locales dans des quartiers et des zones marginalisées (favelas) de São Paulo. L'expérience menée avec cette organisation, qui a abouti à son renforcement à São Paulo, est aujourd'hui reproduite dans d'autres états du pays où elle est moins solide. Nous lancerons, à fin 2010, un nouveau projet avec l'UNIÃO et d'autres volontaires dans l'état du Maranhão.

INFORMATION AU NORD

Comment le travail d'information et de sensibilisation effectué en Suisse est-il perçu au Brésil?

Il va de soi que cette activité constante et assidue accomplie en Suisse est l'une des stratégies les plus importantes à conduire dans le cadre d'un programme de coopération. Sans information en Suisse et dans le Nord sur la réalité des pays du Sud, sur le potentiel d'innovation et de proposition qui caractérise leurs organisations sociales, rien ne serait possible. La coopération se limiterait à un simple transfert vertical de savoirs, sans véritable compréhension de la réalité globale. Je pense que le dynamisme de la société civile brésilienne facilite grandement aussi bien notre travail que notre projet. Le Forum Social Mondial, par exemple, est né de l'articulation de différents réseaux et mouvements sociaux brésiliens. Nous avons rapidement perçu le rôle que pouvait jouer cet espace qui s'ouvrait et avons cherché à y relier notre travail de coopération. Nous avons alors décidé, avec E-CHANGER/Suisse, d'organiser la venue sur place de délégations helvétiques. Cela permettait d'une part que la Suisse soit présente aux Forums, mais offrait aussi l'occasion de faire comprendre de manière notablement plus profonde la réalité brésilienne, celle des pays du Sud et de leur situation au sein d'un monde globalisé et complexe.

Les cinq délégations suisses au Brésil, organisées depuis 2001 par E-CHANGER, ont été un succès complet. En tout, plus de 200 personnalités de la sphère politique, de la société civile et de la presse helvétiques y ont participé. Une opportunité unique, essentielle. Un exemple magnifique!

> Sergio Ferrari, communication et presse

Traduction Michèle Faure, collaboration de presse UNITE

LA MÉDECINE AU SERVICE DES INDIENS YANOMAMI



Sylvie Petter, 29 ans, infirmière spécialisée en médecine tropicale, a débuté fin octobre une nouvelle étape de sa vie en Amazonie brésilienne. Durant trois ans, elle développera, dans la région située au nord de Manaus, un programme de médecine populaire participative avec la population indigène yanomami. L'organisation partenaire, la SECOYA, est une ONG locale dirigée par Silvio Cavuscens, ancien coopérant de E-CHANGER.

La principale mission de Sylvie sera la formation, avec pour objectif de revaloriser les savoirs locaux et les produits indigènes. Elle aura par exemple pour tâche d'organiser des ateliers, avec les leaders des communautés Yanomami et le personnel de la SECOYA, sur des thèmes sanitaires tels que la malaria, la tuberculose, l'hygiène environnementale et la prévention en général.

«Notre action se déroulera dans une vingtaine de villages. Une attention particulière sera portée aux femmes en nous focalisant particulièrement sur la santé maternelle, reproductive et infantile», souligne Sylvie Petter. Elle met l'accent sur l'effet multiplicateur de son travail: «Former des leaders indigènes, hommes et femmes, pour qu'ils puissent assurer ensuite la retransmission des connaissances acquises».

Partant du travail usuel d'une infirmière, habituée au système de santé suisse, pour relever ce défi dans la forêt amazonienne, «je serai confrontée à tout un monde de différences... mais je me réjouis beaucoup de pouvoir vivre cette expérience», ajoute S. Petter qui connaît déjà la région grâce à un voyage d'un an effectué il y a une dizaine d'années. En 2009 elle a aussi travaillé en Equateur avec les enfants des rues.

«J'imagine que je vais devoir faire abstraction de certains paramètres «d'efficacité» que nous impose la médecine occidentale. Et répondre aux priorités quotidiennes des gens, même si elles ne correspondent pas aux nôtres. Mais je ne sais pas comment je réagirai face à certaines situations, comme celle d'enfants qui meurent à cause de la malaria ou de maladies qui seraient évitables avec des mesures de prévention», s'interroge-t-elle.

Réfléchissant à la nécessité d'adopter un autre regard sur la santé et la maladie, Sylvie Petter anticipe un des grands défis de sa future immersion en Amazonie brésilienne. «Là-bas, les populations ont une vision différente de la santé, qui comporte une importante dimension spirituelle».

«Pour m'ouvrir quelque peu à d'autres conceptions de la maladie, j'ai tenté de me préparer en m'intéressant aux guérisseurs que nous trouvons aussi en Suisse. C'est ainsi que j'ai pu rencontrer des personnes possédant le secret contre les brûlures et contre les hémorragies. J'ai aussi parlé à des gens qui soignent dans un sens plus énergétique, utilisant des moyens tels que le reiki. Ces divers contacts m'ont permis d'entrevoir d'autres façons de soigner, de rester ouverte à des méthodes non-conventionnelles, pour être capable, là-bas également, d'accepter leur manière d'aborder les soins en étant à l'écoute de la dimension spirituelle».

Munie d'un solide bagage professionnel, incluant des études de médecine tropicale en Belgique, elle a aussi bénéficié d'«une bonne préparation au départ de la part de E-CHANGER... Les modules de formation proposés par E-CH m'ont beaucoup apporté. Ils m'ont offert une autre vision de l'Amérique latine et du Sud que j'ai pu mettre à l'épreuve en Equateur en 2009», se souvient-elle.

Avant le départ, divers contacts médiatiques ont été organisés afin de faire connaître le projet. Nous avons pu constituer un groupe de soutien, baptisé «Ondas», qui compte une septantaine de membres provenant des différentes régions linguistiques».

«Je suis étonnée qu'autant de personnes soient intéressées à suivre mon expérience depuis la Suisse, elles sont beaucoup plus nombreuses que ce que j'avais imaginé. Une surprise supplémentaire: plusieurs proviennent de ma région d'origine, certaines avec lesquelles j'avais perdu tout contact depuis des années!»

> Service de presse E-CHANGER

PARTENARIAT: EDUCATION À LA SANTÉ AVEC LES YANOMAMI

Partenaire local: la SECOYA, Service de coopération avec le peuple Yanomami

Bénéficiaires: 3500 indigènes Yanomami en Amazonie brésilienne

Résultats visés: amélioration de la santé et autonomie des Yanomami dans la gestion de leur santé par la valorisation des savoirs traditionnels

Coopér-actrice: Sylvie Petter, coopér-actrice E-CHANGER

Plus d'info sous www.echanger.ch/au_Sud

VOYAGE AU CENTRE D'UN CONTINENT EN EBULLITION

Le voyage est si long, qu'il faut parcourir un quart du globe terrestre. La distance entre Yverdon, dans le canton de Vaud, et la Paz, en Bolivie, sépare des réalités tellement divergentes qu'il semble parfois s'agir de deux planètes...

C'est là ce que ressent Bernard Perrin, qui a décidé, il y a deux ans et demi, alors qu'il allait fêter ses 37 ans, de laisser derrière lui la salle de rédaction du journal de sa ville natale pour sauter dans le vide, vers quelque chose de nouveau. Cela après avoir travaillé comme journaliste pendant 10 ans.

Entre ce moment de mars 2008 et aujourd'hui, il a vécu un véritable Big-Bang existentiel. «Je suis tombé amoureux de La Paz, de la Bolivie et aussi de Sarah, une anthropologue bernoise qui vit ici. On partage désormais nos vies, nos rêves, nos défis professionnels», poursuit Bernard Perrin.



Bernard Perrin

UNE NOUVELLE VIE

«J'ai étudié à Lausanne et Bâle et obtenu une licence en droit, résume-t-il. Ayant ensuite opté pour le journalisme, j'ai effectué mon stage dans le journal local d'Yverdon, avant de passer à la rubrique internationale de 24Heures, à Lausanne, puis de lancer en 2006, avec trois collègues, un nouveau journal à Yverdon, La Région».

Mais entre le travail de plume derrière l'écran d'ordinateur et la vraie pratique humaine, «c'est comme le jour et la nuit. Je sentais bien que je ne pourrais jamais vraiment comprendre ce qui se passe dans le monde sans aller vivre réellement avec les gens, dans d'autres coins de la planète».

D'où ce voyage en direction d'un pays andin qui vit un processus historique de réformes politiques, sociales et culturelles depuis l'arrivée au pouvoir d'Evo Morales en janvier 2006, «symbole de la lutte des peuples, de l'espérance d'un monde plus solidaire, d'un autre modèle qui rejette la marchandisation absolue», explique-t-il.

TOUJOURS JOURNALISTE

Depuis son atterrissage en Amérique latine, il n'a pas pu résister à l'envie d'écrire – presque une nécessité – pour partager avec les gens

en Suisse: écrire pour informer, pour faire découvrir. Commenant par des lettres informatives aux amis, il s'est ensuite converti en correspondant pour le journal Le Courrier.

Depuis décembre 2009, il œuvre également comme coopérateur pour E-CHANGER, avec qui il est lié par une vieille amitié. «En Suisse, j'étais membre du groupe de journalistes amis d'E-CH, qui se réunit régulièrement pour réfléchir aux relations Nord-Sud et à ce que peut représenter une information alternative», précise-t-il. Bernard Perrin travaille comme coopérateur au Centre d'études et d'appui au développement local (CEADL), qui a son siège à La Paz et El Alto. Un organisme qui œuvre pour le renforcement des droits humains et se consacre aussi, par l'intermédiaire de son Observatoire des ressources naturelles, à l'action politique dans le domaine des hydrocarbures.

> Sergio Ferrari

SARAH ET LA DÉFENSE DE L'ENVIRONNEMENT

Adolescente déjà, Sarah Friederich ressentait une attirance particulière pour le continent sud-américain, pour ses paysages, ses habitants, ses cultures. La première occasion de connaître la Bolivie s'est concrétisée en 2005, dans le cadre d'un volontariat d'un an à La Paz, juste après l'obtention du baccalauréat. Elle était alors âgée de 18 ans.

Aujourd'hui, licence universitaire en poche, elle travaille comme coopératrice de E-CHANGER au sein de la «Ligue de défense de l'environnement» (LIDEMA), une organisation nationale qui a son siège à La Paz. Sarah appuie cette institution dans le domaine de la recherche interdisciplinaire. Elle enquête sur les impacts sociaux des problèmes environnementaux et des projets d'exploitation des ressources naturelles, transférant également ses connaissances acquises en anthropologie à des chercheurs locaux. Sa mission consiste aussi à appuyer les populations indigènes dans la défense de leurs droits, face à l'exploitation pétrolière et à d'autres méga-projets.

SARAH FRIEDERICH, PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES PEUPLES INDIGÈNES DE BOLIVIE

Partenaire local: LIDEMA, ligue de protection de l'environnement fédérant 26 organisations

Bénéficiaires: peuples indigènes, par exemple les différents groupes indigènes vivant dans le Parc naturel Madidi au Nord de la Paz

Résultats visés: protection durable des populations en mettant en évidence les impacts sociaux des projets agro-industriels dans une Amazonie en danger

BERNARD PERRIN, OBSERVATOIRE BOLIVIEN DES RESSOURCES NATURELLES

Partenaire local: CEADL, Centre d'études et d'appui au développement

Bénéficiaires: population bolivienne des principaux départements de Bolivie

Résultats visés: implication de la population dans la gestion des ressources naturelles par une information journalistique de qualité

Plus d'info sous www.echanger.ch/au_Sud

PARTENAIRE DU PROJET



«NOUS SOUTENONS LEUR ÉTHIQUE DE TRAVAIL ET LEUR ENGAGEMENT...»

Sophie Balbo et Antonio Hodgers font partie de «Pachakuti», le Groupe de Soutien créé en Suisse pour accompagner l'engagement de Sarah Friedrich et Bernard Perrin en Bolivie. Un groupe dynamique qui réunit des personnes activement informées par les deux coopérateurs de E-CHANGER en Bolivie.

INTERVIEW

Qu'est-ce qui vous a motivés à soutenir Sarah Friedrich et Bernard Perrin dans leur volontariat de trois ans pour E-CHANGER?

L'éthique de travail et l'engagement de Sarah et Bernard nous ont poussés à leur faire confiance dès le début. Leurs projets visant à la défense des peuples indigènes et des ressources naturelles nous ont d'emblée paru pertinents, d'autant qu'ils disposent de connaissances et d'expériences qui, selon nous, constituent une réelle valeur ajoutée pour les deux organismes où ils travaillent. Le fait que ceux-ci contribuent financièrement, même si c'est de façon symbolique, à leur activité, nous montre que l'aide de ECHANGER leur est réellement utile. Nous avons décidé de les épauler en prenant part au groupe de soutien, ce qui nous paraît représenter une forme d'aide intéressante dans la lutte pour le respect des Droits de l'Homme. Nous pensons les soulager ainsi de la dépendance aux sources de financement institutionnelles. Le groupe de soutien leur donne la liberté de rendre compte de leur travail tout en se concentrant sur le concret de l'action.

Comment êtes-vous informés et que reprenez-vous des nouvelles de Bolivie que vous recevez de leur part?

Ils nous envoient régulièrement une newsletter avec le compte rendu de leurs activités. Nous nous intéressons particulièrement aux effets concrets de leur action. La dernière lettre notamment était captivante, car les résultats de leur travail y étaient exposés de manière détaillée: elle rapportait, par exemple, comment les Guaranis ont sollicité l'Observatoire bolivien des ressources naturelles (pour lequel travaille Bernard) afin d'obtenir son appui dans le bras de fer qui les oppose à l'Etat bolivien. Celui-ci fait preuve de laxisme dans la fermeture des puits de pétrole abandonnés sur leurs terres, sans les assainir, par diverses sociétés internationales, ce qui entraîne une importante pollution de l'eau et de tout l'écosystème.

Sarah Friedrich



Comment ressentez-vous ce qu'ils vivent en Bolivie?

Nous percevons chez eux beaucoup d'enthousiasme et de mobilisation pour mener à bien leurs projets respectifs. Les informations contenues dans la newsletter, décrivant la situation politico-économique en Bolivie, situent bien les projets de E-CH, dans un contexte national rempli d'embûches dans lequel il ne doit pas être aisé de travailler.

En quoi la défense de la nature et des peuples autochtones en Bolivie, le travail de Sarah à la Lidema et celui de Bernard à l'Observatoire, vous semblent-ils importants?

Contrairement à ce que l'on entend souvent, l'écologie ne constitue pas un luxe réservé aux plus fortunés. En réalité, les peuples autochtones – et les plus défavorisés en général – subissent de manière beaucoup plus grave les conséquences des abus dommageables pour les écosystèmes. L'action communautaire permet à ces populations non seulement de défendre leurs droits, mais aussi de protéger leur environnement.

Le travail de développement en Bolivie nous paraît pertinent dans la mesure où les acteurs locaux et la société civile se mobilisent depuis longtemps, de façon autonome, pour la défense de leurs droits. Nous apprécions le fait que Sarah et Bernard les soutiennent, mais cela aussi dans la mesure où leur aide semble s'insérer dans ce qu'ils veulent eux-mêmes mettre en place.

Comment appréciez-vous ce qui se passe aujourd'hui en Amérique latine?

L'Amérique latine, après les décennies de plomb qui ont bloqué le processus démocratique et instauré des régimes où l'économie servait avant tout des intérêts particuliers, trouve enfin son chemin grâce à des processus démocratiques et populaires, parfois lents et difficiles. L'élection de leaders comme Evo Morales est particulièrement enthousiasmante, mais représente également un grand défi, car il s'agit de mettre les idées de solidarité et de respect à l'épreuve des faits. Nous suivons cette évolution avec beaucoup d'intérêt et soutenons des projets qui peuvent contribuer à cette fin.

> Sergio Ferrari

GRUPE DE SOUTIEN «PACHAKUTI»

Contact: Frédéric Ravussin,
chemin de Florimont 5, 1400 Yverdon-les-Bains,
tél. 078 637 96 80, frederic.ravussin@edipresse.ch

Dons: CP 17 7786-4,
mention Groupe de soutien «Pachakuti» Bolivie

LA TERRE, UN TERREAU POUR LA PAIX

«Si le problème complexe de l'accès à la terre n'est pas résolu, il est difficile d'espérer qu'une solution politique aux conflits – armé et social – puisse être trouvée en Colombie». Telle est l'hypothèse centrale de Rafael Figueroa Rincón, avocat colombien et membre du Programme Suisse pour la Promotion de la Paix en Colombie (SUIPPCOL).

Cette plateforme regroupe onze ONG suisses, dont E-CHANGER, actives dans ce pays sud-américain et bénéficie de l'appui du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Six de huit coopér-acteurs/actrices de E-CH en Colombie travaillent directement avec des ONG et mouvements paysans.

Pourquoi la question de la terre joue-t-elle un rôle central aujourd'hui en Colombie?

Le contrôle et l'exploitation des ressources naturelles dans les territoires des communautés indigènes, la possibilité d'y avoir accès ainsi que la possession des terres où elles sont situées, tels sont les enjeux du conflit armé en Colombie. Ces ressources sont accaparées par les élites et les notables régionaux qui disposent de véritables armées privées et contrôlent le pouvoir politique et économique au niveau local. Dans le contexte actuel, caractérisé par le conflit armé et la spoliation des communautés, se développent de grands projets d'investissement privés, souvent financés par des entreprises multinationales, ce qui, bien sûr, aggrave le problème.

LE TERRITOIRE OU LA « TERRE MÈRE »

Dans d'autres pays d'Amérique Latine, les mouvements sociaux mettent l'accent sur la question de la réforme agraire. Mais ils se réfèrent beaucoup moins au concept de territoire. Que signifie, dans votre perception colombienne, cette notion de «territoire»?

On présente généralement le territoire comme le lieu où les communautés paysannes, les minorités ethniques et les femmes, tissent leur vie collective, culturelle, économique, sociale et politique. Le territoire recouvre une notion beaucoup plus large que le concept de terre qui, de manière presque exclusive, se réfère à un espace physique délimité, situé en zone rurale, et qui peut être exploité économiquement pour la production agricole ou l'exploitation des ressources végétales ou minières qui s'y trouvent. Il incorpore également tout le patrimoine immatériel généré par les communautés qui l'ont habité et entretenu.



Rafael Figueroa Rincón en conférence à Fribourg



Rafael Figueroa Rincón, 30 ans, est avocat et, depuis plus d'une année, coordinateur de la Stratégie d'action politique pour la Terre et le Territoire du programme SUIPPCOL. Actuellement sa tâche principale consiste à appuyer le Réseau d'Initiative et Communautés de Paix depuis la Base, partenaire de E-CHANGER. Il s'efforce également de freiner l'accaparement des terres et territoires par des groupes paramilitaires, les pouvoirs économiques et politiques locaux, ainsi que les grands projets d'extraction et d'exploitation agroindustrielle financés par les groupes multinationaux. Les deux principaux axes de cette stratégie sont les initiatives politiques et l'action légale.

Quelles sont les perspectives qui se font jour avec le nouveau gouvernement de Manuel Santos, en relation à la terre et au territoire?

Le gouvernement actuel a initié un changement par rapport au précédent en ce qui concerne la politique agraire. Nous sortons de 8 années de non prise en considération, par l'ensemble des institutions étatiques, de thèmes comme la spoliation ou l'extrême concentration de la propriété foncière – ce qui place la Colombie au 15^e rang mondial de l'iniquité en matière de répartition des terres. Plus grave encore a été l'absence de réparation et de restitution des terrains arrachés aux quelque 4 millions de personnes déplacées. Aujourd'hui cependant, le nouveau gouvernement a reconnu la spoliation et la restitution des terres aux victimes comme l'un des problèmes fondamentaux que tentera de résoudre le lancement du projet de loi visant à la restitution des terres volées.

Cependant les bonnes intentions n'impliquent pas nécessairement une modification fondamentale de la politique agraire globale et des pratiques économiques existantes. Les communautés pensent qu'avec ces politiques nouvelles on cherche simplement à rendre plus efficaces les modèles économiques agroindustriels et extractifs développés durant les 8 dernières années et qui, précisément, génèrent iniquité, concentration de la terre et abandon de l'économie paysanne.

> Sergio Ferrari
Traduction Mathieu Glayre

INTER-AGIRE

DES PONTS DE SOLIDARITÉ
ÉTABLIS DEPUIS 40 ANS

Du Nicaragua à Madagascar, en passant par la Bolivie et l'Inde, ce sont 110 volontaires qui ont travaillé dans 23 pays de 3 continents. Inter-Agire, fondée en décembre 1970, célèbre ses 40 ans en pleine action. Depuis 2009, elle se rapproche et vit une étroite collaboration avec la Mission de Bethléem Immensee. Peut-être s'agit-il là de l'embryon d'alliance auquel E-CHANGER participerait également.

DES PETITS GESTES QUI FONT L'HISTOIRE

«Par notre travail, nous cherchons à construire des ponts, à faire tomber des murs, à entrer en dialogue, à remettre en question notre propre eurocentrisme», souligne Lorenzo Scascighini, président de Inter-Agire (I-A).

«Je ne veux pas dire par là que notre travail est toujours parfait», insiste-t-il de manière autocritique. «Peut-être nous trompons nous de temps en temps, mais la direction générale est bonne. Nous cherchons à apporter notre pierre à la construction d'un monde meilleur».

«Avec la conviction que chaque action de nos volontaires, chaque tâche d'information en Suisse, constitue un petit geste qui a un sens, parce qu'il tend à libérer et à nous libérer nous-mêmes de nos chaînes. Des gestes qui font l'histoire, et qui sont utiles», insiste le jeune président, fraîchement élu lors de l'assemblée générale de juin passé. Actuellement, une douzaine de volontaires issus de l'ONG tessinoise travaillent dans 4 pays d'Amérique latine: au Nicaragua, au Salvador, en Bolivie et au Brésil.

Inter-Agire partage depuis 2009, tant son siège central de Bellinzona que son équipe et ses grandes lignes d'action, avec la Mission de Bethléem Immense (MBI), une ONG d'échange de personnes particulièrement active en Suisse allemande.



DÉFIS POUR L'AVENIR

«Le volontariat, comme nous le pratiquons à I-A, sur le long terme, avec un apport professionnel, constitue un véritable échange Nord-Sud et Sud-Nord», souligne Enzo Ritter, coordinateur I-A/MBI.

Enzo Ritter

Ce travail a un impact réel sur la société civile du canton. «Parce qu'autour de chaque volontaire se forme un groupe de personnes qui, autrefois, ne réfléchissaient pas nécessairement aux grands problèmes des relations entre le Nord et le Sud, mais qui aujourd'hui, grâce à l'expérience du volontaire, acquièrent une meilleure conscience des enjeux», explique-t-il.

«Au cours de ces 40 années, signale E. Ritter en forme de bilan, outre notre présence au Sud, notre travail au Nord a été très important. Comme organisation, nous avons ainsi été à l'origine du «Centre Tiers Monde», qui deviendra plus tard Alliance Sud (plateforme suisse d'ONG de coopération au développement). Et nous sommes également les co-fondateurs de la FOSIT, la Fédération des ONG du Tessin, née en 1999», remarque-t-il

«Dans ces espaces, nous promovons un autre type de coopération. Avec une vision critique qui s'éloigne du concept traditionnel de charité, et qui se rapproche d'une solidarité activement construite», souligne le coordinateur.

Lorsqu'il s'agit de regarder vers l'avenir, les défis sont nombreux. L'un des principaux consiste à se remettre à travailler plus près de la base dans les pays du Sud, avec les organisations et les acteurs sociaux les plus actifs.

«Le défi est de repenser la nature de nos partenaires. Il s'agit de définir clairement avec qui nous voulons travailler. Si l'on observe ce qui se passe actuellement en Bolivie ou en Equateur, il n'existe aucun doute quant à l'importance des paysans et des indigènes en tant qu'acteurs sociaux principaux de l'actuelle conjoncture historique latino-américaine», conclut E. Ritter.

> Service presse E-CHANGER

Traduction Mathieu Glayre

UNE HISTOIRE MOUVEMENTÉE

- 1970:** création du «Mouvement Missionnaire Laïc» du diocèse de Lugano, rebaptisé peu de temps après «Solidarité Tiers Monde» (STM), groupe régional de Frères Sans Frontières, ONG siégeant à Fribourg.
- 1971:** départ des quatre premiers volontaires de Solidarité Tiers Monde pour le Tchad et l'Inde.
- 1981:** STM adhère à UNITE, plateforme d'une trentaine d'ONG qui se consacrent à l'échange de personnes (coopération par l'intermédiaire de volontaires)
- 1993:** STM se sépare de Frères Sans Frontières de manière consensuelle
- 1998:** l'association change de nom et devient Inter-Agire
- 2009:** début d'une étroite collaboration entre I-A et la Mission de Bethléem Immensee

LEGS ET HÉRITAGE
EN FAVEUR DE E-CHANGER

Une invitation à y réfléchir
Soutenez notre travail de solidarité et de justice avec le Sud
Contact: Josée Martin, tél. 026 422 12 40

www.e-changer.ch

DÉPARTS

Le 27 octobre, **Sylvie Petter**, infirmière de Lugnorre, s'est envolée pour Manaus, en Amazonie brésilienne, où elle va travailler dans un projet de santé communautaire avec la SECOYA (Service de coopération avec le peuple Yanomami). Il s'agit de renforcer les compétences propres des indigènes au niveau médical et de faire le lien avec le système de santé publique. Son groupe de soutien «Ondas» a été constitué en septembre déjà.



Tania Zinoviev, comme chargée de projet, et **Adrian Zeller**, en tant qu'architecte, débute un nouveau partenariat de coopération avec l'Union des Mouvements pour le Logement Populaire du Maranhão (UMP-MA) au Brésil. Ils sont partis de Genève le 29 novembre et

vont s'installer à São Luiz pour appuyer la lutte des «sans-toit» de l'Etat du Maranhão. Leur groupe de soutien «Citétoit» a déjà mis sur pied différentes actions de promotion du projet en ville de Genève.

Pascal Feller, agronome de Chambrelieu, s'envole le 4 décembre pour Porto Alegre, capitale du Rio Grande do Sul, tout au Sud du Brésil. Il va travailler avec le Mouvement des travailleurs ruraux Sans Terre (MST-RS) dans le but de renforcer le processus de certification de la production biologique du riz et par la suite également de la production laitière. Son groupe de soutien centré sur la région de Neuchâtel l'accompagne dans cet engagement.



CHANGEMENTS AU SEIN DU SECRÉTARIAT À FRIBOURG



Agnès Jubin, après 32 ans de travail au sein de Frères sans frontières puis de E-CHANGER, a pris sa retraite en octobre 2010. Que de chemin parcouru entre son engagement comme volontaire au Cameroun et ses derniers mois à la Rue St. Pierre! Secrétaire, responsable de groupes régionaux, secrétaire générale, chargée de programme, collaboratrice pour la recherche de fonds, elle aura connu presque tous les secteurs de notre organisation. Une retraite bien méritée par conséquent,

pour celle qui a fait bénéficier tant de volontaires, coordinateurs/trices, partenaires et autres proches de E-CHANGER de ses compétences professionnelles et de sa chaleur humaine incomparable.

Daniel Jaunin, ancien responsable d'entreprise, a débuté en mai 2010 par un stage de 3 mois à l'administration de E-CHANGER. Depuis le 1^{er} novembre il a été engagé comme administrateur financier. Il complète



ainsi le trio administratif de E-CH, avec Guy Magnin, coordinateur financier, et Marie-Claire Vonnez, secrétaire comptable, qui ont tous deux réduit leur temps de travail.

Leila El Kholi, 18 ans, suisse et égyptienne de Marly, a débuté en août un apprentissage d'assistante de bureau à E-CHANGER, en collaboration avec Fribap (réseau fribourgeois d'entreprises formatrices).



DU NOUVEAU À GENÈVE

Le 15 septembre a eu lieu l'assemblée générale de E-CHANGER-Genève qui a permis de relancer l'association locale et élire un nouveau comité de 7 membres. Celui-ci est formé d'anciens volontaires, de responsables de groupes de soutien et de parlementaires ami-e-s: **Madeleine Clavijo Musy** (présidente), **Colette Bordigoni** (vice-présidente), **Maria Roth-Bernasconi**, **Antonio Hodgers**, **Virginie Estier**, **Isabelle Frutiger** et **Eric Cramer**.

Pour remplacer Madeleine Clavijo, une nouvelle représentante cantonale E-CH-GE a été nommée en la personne de **Gladys Corredor** qui travaille également comme animatrice pour les Magasins du Monde. Enfin E-CHANGER Genève a adhéré à la FGC, Fédération genevoise de coopération (www.fgc.ch).

AGENDA - Détails sur www.e-changer

11 décembre 2011 Présentation publique de **Sandrine et Jérémy Maes** coopér-acteurs en Bolivie qui sont en voyage de mi-contrat, à 17h à la salle de gymnastique de Basse Nendaz.

11 décembre 2011 Témoignage et concert publics d'**Alessandra Bellini** (coopér-actrice en Bolivie) et de son mari le musicien **Edwin Valdez**, à 16h à la maison de quartier de Carouge.

27-29 janvier 2011 Carrefour genevois de la solidarité organisé par la FGC, avec la participation de **Janaina Stronzake**, partenaire E-CH du MST (Mouvement des paysans sans terre) - Brésil et stand de E-CH-Genève.

1^{er}-12 février 2011 Délégation suisse au Forum Mondial de Dakar, organisée par E-CHANGER et Alliance Sud

9 février 2011 Soirée d'information E-CH-MBI-Eirene pour candidatEs volontaires, 18h30 à Martigny

19 mars 2011 Atelier de réflexion du mouvement E-CHANGER (des informations suivent)

19-26 mars 2011 Festival International des Films de Fribourg. E-CHANGER parraine le Jury des jeunes. Les personnes intéressées (18-24 ans) sont priées d'envoyer leur candidature (CV et lettre de motivation) au secrétariat E-CH d'ici le 15 janvier.

28 mai 2011 Assemblée générale de E-CHANGER à Delémont

EN VENTE! CD de Noël d'Edwin Valdez

Musique bolivienne avec des chants interprétés par des enfants du CEPJA. Vente en faveur du groupe de soutien «Inti» d'Alessandra qui appuie un projet d'éducation alternative (CEPJA) avec les communautés défavorisées du District 5 de Cochabamba en Bolivie (<http://intich-bo.blogspot.com>). A commander au 026 422 12 40 ou à info@e-changer.ch (Prix: Fr 20.-)

IMPRESSUM Responsable d'édition: Sergio Ferrari | Rédacteurs et photos: Corinne Dabler, José Martin, Beat Wehrle, Bruno Clément, Bernard Perrin, Sara Friederich, Alexandra Loaiza, Secoya, Sergio Ferrari | Traduction: Mathieu Glayre, Michèle Faure, Hans Peter Renk | Correction-édition: Claude Desimoni | Mise en page: Jacques Berset Studio | Impression: Coopérative Cric-Print, Fribourg (2800 ex.) | www.e-changer.ch

PARTENAIRES Confédération suisse (DDC), Action de Carême, Loterie romande, Association St-Camille, Unité, Fédération genevoise de coopération (FGC), Fédération interjurassienne de coopération et de développement (FIJCD), Fédération vaudoise de coopération (FEDEVACO), Fribourg Solidaire, Valais Solidaire, Le Courrier, Radio-Fribourg.